

Pascal Affi N'Guessan, président du FPI : « J'ai toujours milité pour des solutions politiques aux problèmes politiques »



Dans cette première partie de l'interview exclusive qu'il a accordée à Notre Voie pour l'année 2015, l'ancien Premier ministre, Pascal Affi N'Guessan, président du Fpi, s'est ouvert sans faux fuyants. Il parle de la crise au Fpi, de l'arrestation d'Assoa Adou, du président Laurent Gbagbo ainsi que des raisons de son action en justice contre le Comité de contrôle du Fpi.

Interview réalisée par **BAMBA** Franck Mamadou
Augustin **KOUYO**, Didier **DEPRY** et Guillaume **GBATO**
Photos : Jonas O.

Notre Voie : Au-delà des vœux que vous avez déjà présentés aux Ivoiriens, quel message particulier avez-vous pour vos militants ?

Pascal Affi N'Guessan : Je voudrais profiter de cette interview pour réitérer à nos compatriotes mes vœux les plus chers de paix, de santé et de prospérité. Depuis plusieurs années, les ivoiriens vivent une situation difficile. Les élections de 2010 n'ont pas apporté la paix et la stabilité recherchées. Aujourd'hui, la situation est très difficile. Le pays est divisé et il peine à retrouver la voie de l'unité. La pauvreté est grandissante. Que cette année 2015 apporte la paix, la stabilité et l'unité nécessaires à la reconstruction du pays et au bien-être de ses populations.

A nos militants, je voudrais souhaiter aussi beaucoup de courage et d'espoir. L'année 2014 s'est terminée pour le Fpi dans des difficultés qui sont les conséquences de la crise postélectorale. Je souhaite que le parti retrouve la sérénité et la stabilité, et qu'il soit, en 2015,

l'instrument de leur réhabilitation, de la libération du président Gbagbo et de tous les prisonniers politiques, ainsi que de la reconquête du pouvoir.

Justement, Assoa Adou récemment rentré d'exil, est, depuis quelques jours, aux arrêts et vos camarades vous accusent d'être en complicité avec le pouvoir dans cette opération. Qu'en dites-vous ?

Ce sont des accusations gratuites comme toujours, qui ne reposent sur rien, sinon l'obsession de diaboliser un adversaire politique. Si, demain, il y a un tremblement de terre en Côte d'Ivoire, ils sont capables de dire que j'en suis responsable. Hier, ils ont dit la même chose à propos de l'arrestation de Lida. Il faut qu'ils arrêtent tout cela pour nous permettre d'organiser, dans la sérénité, la libération de nos prisonniers politiques et le retour de tous les exilés politiques.

Le Fpi, votre parti, traverse donc des moments difficiles, dont l'une des manifestations est le procès que vous avez initié. Alors, on voudrait comprendre comment le président du parti a pu aller jusqu'à porter plainte contre ses camarades de parti au tribunal.

Le procès en question n'oppose pas le président du Fpi à des militants du parti, mais Pascal Affi N'Guessan, candidat à l'élection du président du Fpi, au Comité de Contrôle, organe du Fpi ayant eu la compétence exclusive de recevoir, d'examiner, de valider les candidatures, et de traiter les réclamations. Le président Pascal Affi N'Guessan et le candidat Pascal Affi N'Guessan sont deux personnes juridiques différentes. Le candidat Pascal Affi N'Guessan est un militant comme tout autre, et ce conflit aurait pu opposer n'importe quel cadre du parti au Comité de Contrôle. S'il considère qu'une décision d'un organe de son parti lèse ses intérêts, c'est son droit de saisir la justice pour les défendre. C'est cela l'Etat de droit. Il a ses principes, dont le principe de légalité, c'est-à-dire de conformité des décisions des personnes juridiques, individus ou organisations, aux règles juridiques.

Cela ne pouvait-il pas être réglé à l'intérieur du parti, un parti qui prône le «Asseyons-nous et discutons » ?

Pour comprendre l'option de la voie judiciaire dans le règlement de ce conflit, il est bon de savoir que le Comité de Contrôle du Fpi dispose de deux types de compétences :

1- des compétences de contrôle fixées par l'article 45 des statuts qui stipule que «*le Comité de Contrôle vérifie la conformité des actes des organes du parti avec les textes fondamentaux* ». Dans ce cadre, le Comité de Contrôle émet des avis, et, le cas échéant, peut demander la convocation d'un Comité central extraordinaire, sans que ces avis aient un caractère suspensif (articles 47 des statuts et 29 du règlement intérieur).

« Que le parti soit en 2015, l'instrument de la libération du président gbagbo... »

quarante-cinq (45) jours avant la date des élections et publiées dans les Fédérations dix (10) jours avant lesdites élections».

En l'occurrence, cette disposition a été complétée et précisée, d'une part, par le bureau du Congrès qui a fixé, en concertation avec le Comité de Contrôle, la composition du dossier de candidature à la présidence du parti, et, d'autre part, par une décision du Comité de Contrôle lui-même qui a fixé le calendrier du processus électoral, notamment la date limite de dépôt des candidatures, la période d'examen des candidatures, la date de publication de la liste provisoire des candidatures retenues, la période des réclamations et la date de publication de la liste définitive. De sorte qu'il apparaît clairement que, s'agissant de l'élection du président du Fpi, le Comité de Contrôle s'est arrogé tous les pouvoirs de validation des candidatures.

Or, dans ce cadre, j'ai respecté et épuisé la procédure interne. Le Comité de Contrôle a rejeté les réclamations que j'ai formulées après la publication de la liste provisoire. il a confirmé sa

première décision au mépris des dispositions pertinentes des statuts et du règlement intérieur que j'ai évoquées. il a publié la liste définitive. De sorte qu'il n'y avait plus de possibilité de recours devant une instance interne. en plus, ce contentieux avait engendré et continue d'entretenir une atmosphère délétère au sein du parti et autour des deux candidatures.

Une atmosphère délétère accentuée par la contestation de votre propre candidature...

Bien sûr ! Pendant que je contestais la validité de la pseudo-candidature du président

Laurent Gbagbo, sur des bases juridiques, mais aussi politiques, mes adversaires me harcelaient pour que je retire purement et simplement ma candidature. J'ai proposé à mes adversaires le report du congrès afin de pouvoir examiner et résoudre dans la sérénité cette question de candidatures. Ils ont refusé. Tous exigeaient la tenue coûte que coûte du congrès et le retrait de ma candidature. Ce que je ne pouvais accepter. Les jours passaient et nous entraînaient inexorablement vers l'affrontement au congrès. J'ai pris mes responsabilités, j'ai décidé de faire appel à la Justice pour obtenir d'autorité le report du congrès pour éviter le chaos et espérer trouver une solution apaisée à ce contentieux. D'où les trois actions judiciaires que j'ai intentées:

- une assignation en annulation partielle de la décision rendue par le Comité de Contrôle ;
- la saisine du président du tribunal pour voir ordonné le report du congrès, en attendant le résultat de l'assignation en annulation partielle ;
- le dépôt d'une plainte contre inconnu pour faux et usage de faux.

La plainte contre X pour faux et usage de faux vise à faire sanctionner un acte que je considère d'une extrême gravité : l'imitation de la signature du président Laurent Gbagbo pour soutenir une imposture. Que cela émane de personnes qui se disent militants du Fpi ou proches du président Gbagbo ne peut pas et ne doit pas être toléré et rester impuni. Or, le principe même de la correspondance attribuée au président Gbagbo, le moment de son apparition, le style du message, le besoin de faire authentifier la signature et les résultats de l'expertise graphologique que j'ai fait effectuer manifestent le faux et l'usage de faux. Cela porte gravement atteinte à l'image, à la respectabilité et à la crédibilité du fpi et du président Gbagbo. C'est pourquoi ces faussaires doivent être démasqués et sanctionnés pour dissuader ces vils comportements et promouvoir la probité et l'honorabilité autour de nous.

Enfin, est-ce que vous n'êtes pas en train de crédibiliser la Justice qu'on a appelée «Justice des vainqueurs» ?

«La Justice des vainqueurs», c'est l'instrumentalisation des magistrats et des lois de la république par les vainqueurs de la crise postélectorale pour réprimer leurs adversaires politiques.

Mais la Justice est d'abord une institution, un organe de l'Etat chargé de faire appliquer les lois de la république, d'assurer l'ordre social et la sécurité publique, et de réguler la vie politique, économique et sociale.

sous ce rapport, la Justice s'impose à tous les citoyens, quelle que soit leur appréciation de sa qualité et de son fonctionnement.

Dénoncer «la Justice des vainqueurs » n'est donc pas ostraciser, proscrire la Justice dans notre vie, mais refuser son instrumentalisation, appeler le pouvoir politique à respecter son indépendance et à travailler à son amélioration, et interpeller les magistrats sur leurs responsabilités dans la préservation de la paix, dans la promotion de la démocratie et du développement du pays. Ester en justice n'est donc pas cautionner «la Justice des vainqueurs », mais exercer un droit ; c'est adhérer et appeler à l'Etat de droit ; c'est demeurer dans la loi

« ..le président affi N'guessan et le candidat affi N'guessan sont deux personnes juridiques différentes ...»

pour ne pas être hors-la-loi ; c'est demander qu'une violation de la loi soit sanctionnée pour dissuader les comportements déviationnistes afin que le préjudice subi soit réparé.

Mais, Monsieur le Président, ce que certains vous reprochent, c'est que c'est à cette même Justice que vous avez critiquée à votre sortie de prison que vous confiez le règlement d'un problème aussi important qui engage la survie du Fpi ?

C'est aussi cela l'attitude citoyenne. Le fait de critiquer la Justice ne veut pas dire qu'on la rejette. Nous critiquons le gouvernement, mais il est le gouvernement de la république. Nous critiquons le maire, mais il est le maire de la ville. Nous critiquons le député, nous n'avons peut-être pas voté pour lui, nous souhaitons même qu'il parte. Mais tant qu'il est là, il est le député de tous les habitants de la circonscription. Donc le fait de critiquer une institution ne veut pas dire qu'on la rejette et qu'on ne portera jamais devant elle aucune affaire. La critique est une chose et l'obligation citoyenne vis-à-vis d'une institution en est une autre.

En portant plainte devant la Justice, vous avez parlé de forfaiture. Vos camarades estiment que vous accusez le président Gbagbo d'avoir commis un acte de forfaiture, ce qui en rajoute à la confusion...

Le président Gbagbo n'a rien à voir avec ce procès qui résulte de nos palabres internes. L'action que j'ai engagée vise à l'annulation d'une décision du Comité de Contrôle. Le Comité de Contrôle a commis une forfaiture, c'est-à-dire qu'il a pris une décision sans tenir compte des textes, mais juste pour aider des camarades dont il partage le combat et qui ont besoin de la candidature du président Gbagbo pour éliminer un adversaire qu'ils craignent d'affronter. Le président Gbagbo n'est donc pas concerné par mon action.

Pourquoi le président Gbagbo n'intervient-il pas pour mettre fin à ces dissensions ?

Gbagbo n'a pas besoin de parler pour que nous sachions que lui Laurent Gbagbo, tel que nous le connaissons, n'aurait jamais emprunté cette voie, celle de «l'appel de Mama» par quatre fédéraux, et d'un dossier de candidature contestable, si véritablement son intention est de reprendre la direction du Fpi.

« ...Dénoncer la justice des vainqueurs n'est pas ostraciser, proscrire la justice dans nos vies... »

Il sait à qui il a confié le parti en 2001. il sait que ce parti a une direction composée de compagnons de longue date, toujours prêts à l'accompagner dans le combat politique pour les libertés, pour la démocratie et pour la refondation de la Côte d'Ivoire. Pourquoi ce sont quatre fédéraux qui portent sa candidature à partir d'un appel depuis son village ? Gbagbo est trop grand pour une telle démarche.

Du reste, le président Gbagbo a dit en plusieurs occasions qu'il ne se voit pas en train de se «battre» avec Affi pour la présidence du Fpi, après le parcours politique qui est le sien. «*Quand on a été grand, on doit faire l'effort de le rester*», disait-il. Tout le monde sait également qu'il a toujours dit qu'«*on ne dirige pas un parti politique à partir de la prison*». et puis, pourquoi maintenant et pas en 2012 par exemple où le parti avait une direction intérimaire et cherchait ses marques ? Autant d'éléments pour dire que le président Gbagbo a déjà parlé. il n'est pas concerné par l'appel de Mama.

Est-ce que vous seriez opposé par principe à une candidature du président Gbagbo et pourquoi ?

Oui ! Pour moi, c'est une question de bon sens. Comment le président Gbagbo, actuellement privé de liberté, va-t-il gérer le parti, animer les organes du parti, parcourir le pays pour mobiliser les militants et redynamiser les structures de base, manifester quotidiennement la solidarité du parti aux militants et sympathisants affligés, faire le lobbying auprès des acteurs institutionnels, politiques et sociaux, organiser des conférences de presse, faire des interviews, rechercher des financements, etc. ? Qui va faire ce travail à sa place ? Pourquoi ce

« ...mon action en justice ne vise pas le président gbagbo... »

dernier doit-il le faire par procuration ? et celui-ci aura-t-il la légitimité nécessaire et l'autorité suffisante pour conduire sérieusement le parti ?

Ce n'est pas juste de me

demander de manière cavalière et méprisante de «dégager». Dans le contexte actuel, quel avantage y a-t-il à confier la présidence du Fpi au président Gbagbo ? Je n'en vois aucun. Ni pour faire avancer le dossier du président Gbagbo lui-même, ni pour accélérer la résolution des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Au contraire, une telle responsabilité expose le président Gbagbo aux aléas de l'action politique du parti et peut contribuer à alourdir son dossier judiciaire. Faire un tel choix, c'est décapiter politiquement le parti, affaiblir sa capacité d'action et programmer son déclin.

Quand vous évoquez la situation du président Gbagbo, certains vous rétorquent que vous êtes aussi en liberté provisoire, donc un prisonnier en sursis...

Ce n'est pas la même chose d'être en liberté provisoire que d'être en prison. La liberté provisoire est avant tout un régime de liberté. Voyez ce que j'ai pu faire depuis que je suis en liberté provisoire. si le président Gbagbo était en liberté provisoire et en Côte d'Ivoire, le problème se poserait autrement, mais ce n'est pas le cas.

Et pourtant Jean- Pierre Bemba, qui est aussi en détention à la Cpi, continue de présider son parti, le Mouvement de Libération du Congo (Mlc) ?

Justement l'expérience du mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, lui aussi dans les liens de la détention à la Cpi depuis 2007, doit nous enseigner. En 2006, le MLC était la première force politique de l'opposition en République Démocratique du Congo (RDC), avec 64 députés et 14 sénateurs. Aujourd'hui, ce parti est en déclin et traverse une crise profonde en raison de l'absence physique de son chef. Il ne compte plus qu'une vingtaine de députés et se classe au cinquième rang. Chaque grand moment de la vie politique en RDC a été l'occasion de dissensions et d'affrontements au sein du MLC. La participation du MLC à la présidentielle de 2011 a mis le secrétaire général du parti et les partisans d'une candidature du MLC aux prises avec ceux qu'on pourrait appeler les «Bemba ou rien» :

-José Makila Sumanda, ancien bras droit de Jean-Pierre Bemba a démissionné en avril 2011 pour créer un nouveau parti, l'Alliance des Travailleurs pour le Développement (ATD) ;

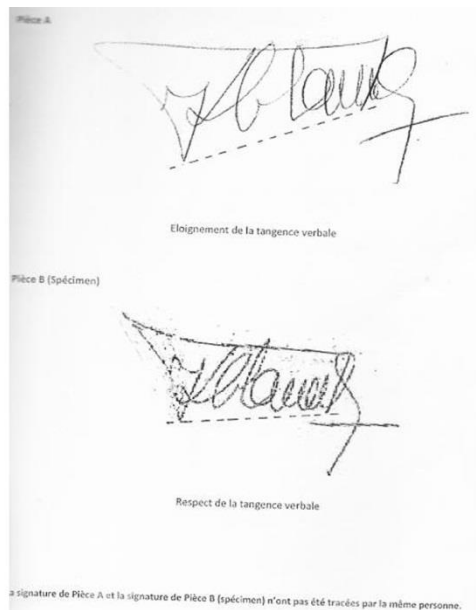
-dans le même mois, François Muamba, Secrétaire général du parti, a été évincé de son poste et remplacé par Thomas Luhaka. L'affaire a été portée devant la Justice, et François Muamba a dû se résoudre à quitter le MLC pour aller fonder l'Alliance pour le Développement et la République (ADR) en juillet 2011 ;

-dans le même mois de juillet 2011, les partisans de Jean-Pierre Bemba ont renouvelé son mandat à la tête du MLC pour cinq nouvelles années. Ils l'ont désigné également candidat officiel du MLC à l'élection présidentielle de novembre 2011, à laquelle il n'a pu participer, étant en détention ;

-En réaction, Adam Bombole, chef du MLC de Kinshasa, a décidé de prendre part à la présidentielle en tant que candidat indépendant, etc.

En 2014, une nouvelle crise vient d'éclater après la nomination de trois hauts cadres du parti au gouvernement dit de «cohésion nationale» mis en place par le président Joseph Kabila après «les journées de concertation nationales », auxquelles le MLC a participé. Le Secrétaire général, Thomas Luhaka, et deux autres cadres ont été exclus du parti. Mme Eve Bazaïba, députée, transfuge de l'UDPS d'Etienne Tshi Sekedi, a été nommée Secrétaire générale en remplacement de thomas Luhaka. Mais ces décisions divisent le parti et beaucoup d'observateurs se demandent si le MLC pourra survivre à cette hémorragie de ses cadres.

La disponibilité physique d'un leader est un élément capital de la santé politique d'un parti.



La signature imitée du président gbagbo (en haut) est différente de la signature authentique (en bas). Des experts graphologues commis par Affi N'guessan ont tout découvert.

Vos adversaires disent que le président Gbagbo a besoin de «sa chose» pour organiser sa libération...

Sa chose ? Le FPI n'est pas une «chose». C'est une organisation politique qui, d'après ses statuts, «rassemble en une union volontaire les femmes et les hommes épris de justice et de liberté, engagés contre toute forme de domination sur la Côte d'Ivoire et en Côte d'Ivoire».

Il est vrai que l'histoire du Fpi est inséparable de la lutte et du parcours héroïque du président Gbagbo pour les libertés et pour la démocratie en Côte d'Ivoire. Mais ce serait une grave erreur d'appréciation de réduire le Fpi à cette dimension et de nier le rôle moteur des militantes et des militants.

Pendant des années, ces « femmes et ces hommes » ont supporté la réprobation générale, l'ostracisme, les humiliations de toute nature, les intimidations administratives, les pressions familiales et tribales, toutes sortes de blessures physiques, morales et psychologiques, pour donner une assise au parti, pour le faire grandir et accéder au pouvoir d'Etat avec Laurent Gbagbo, son leader. Le Fpi est le fruit de leur lutte, de leur sueur et de leur sang.

Le vice-président Abou Drahamane Sangaré a récemment déclaré qu'il a failli à sa mission de maintenir la cohésion au sein du Fpi et qu'il remet donc à Laurent Gbagbo son instrument. Quel commentaire ?

Je prends acte de l'aveu de la faillite, de l'impuissance et de la résignation. J'en suis désolé et triste. mais je suis obligé de marquer mon désaccord sur sa décision de «remettre à Laurent Gbagbo son instrument». D'abord, parce que, jusqu'à preuve du contraire, Sangaré n'est ni le président, ni le Congrès du Fpi. Il sait ce que c'est qu'un parti politique. Il connaît l'histoire du Fpi. Je ne comprends pas son propos.

Ensuite, comment Gbagbo lui-même va-t-il qualifier une telle attitude dans une position où il a tant besoin d'un parti fort animé par des militants aguerris et déterminés ? Certains camarades n'arrivent pas à comprendre que Gbagbo est en prison et qu'il a besoin de nous. Certains ont tellement été habitués à vivre sous son ombre et son autorité qu'ils ont perdu tout esprit critique, tout sens des réalités et toute capacité d'initiative. C'est une véritable tragédie.

Justement, quel est l'état de vos rapports avec le vice-président Abou Drahamane Sangaré ? Il se raconte que vous refusez de le rencontrer. Qu'en est-il ?

Je n'ai pas de problème particulier avec lui. C'est un aîné que je respecte, comme beaucoup de militants du parti d'ailleurs, même si nous ne partageons pas actuellement la même vision des choses.

Le ministre Assoa Adou a déclaré il y a peu qu'il n'y a pas d'alternative à Gbagbo, que le FPI n'est rien face aux pro-Gbagbo et qu'il y a même des pro-Gbagbo au Rdr et que ce sont ces pro-Gbagbo qui devraient continuer la

« ...le président gbagbo n'a rien à voir avec nos palabres internes... »

lutte...

Je place cette déclaration dans la catégorie des erreurs politiques que certains de nos camarades continuent de commettre. Le fait que de nombreux ivoiriens, même des militants du rdr et du PDCI, souhaitent la libération du président Gbagbo ne veut pas dire qu'ils ne souhaitent rien d'autre que ça, que leur vie ou leurs aspirations se limitent à ça. Ce sont des citoyens qui cherchent aussi à vivre leur vie. ils sont fatigués des affrontements, de la guerre et de l'instabilité ; ils veulent la paix, la sécurité, les libertés et la stabilité politique et sociale. ils veulent que leurs enfants aillent à l'école, veulent pouvoir se soigner, avoir des emplois et des revenus consistants, avoir les infrastructures de qualité, avoir l'électricité dans leurs villages, etc. Tout ça, ce n'est pas rien. Cela n'est pas en contradiction avec la lutte pour la libération du président Gbagbo. Donc, il ne faut pas confondre le désir de la grande majorité des ivoiriens de voir le président Gbagbo libre, avec une posture de «*Gbagbo ou rien*». Au contraire les deux types d'actions doivent aller ensemble. «*Gbagbo ou rien*» n'a pas de sens. Ce n'est pas un projet politique.

Comment ça ?

C'est un slogan. Pour quelques-uns, l'expression d'une douleur, pour beaucoup une hypocrisie, un fonds de commerce, une arme pour combattre le président du parti. Ceux-là étaient à l'investiture d'Alassane Ouattara en mai 2011. Ils lui ont écrit trois fois pour solliciter le dialogue politique. Ils ont été reçus en audience le 30 septembre 2011 et ont engagé des négociations avec le gouvernement de janvier à mars 2012. Ils ont perçu des pertes au cours de ces négociations. A ce moment-là, ils ne disaient pas «*Gbagbo ou rien*». Gbagbo était le dernier de leurs soucis. Son cas figurait en trente et cinquième (35ème) position de leurs priorités dans leur matrice d'actions. Celle-ci était centrée sur «*la mobilisation des militants en vue des échéances électorales de 2015*» (axe prioritaire n°2), pour lesquelles la mise en place des organes électoraux du parti et la désignation du candidat du parti étaient

« ...le FPI n'est pas une chose... »

programmées pour avril 2014.

programmées pour avril 2014.

Depuis que j'ai repris les rênes du parti, ces mêmes camarades ne veulent plus de la participation du Fpi aux élections de 2015. Ils ne veulent plus de dialogue politique. Ils ne veulent plus entendre parler de la communauté internationale, etc. Ce n'est pas sérieux et les militants du Fpi commettraient une grosse erreur d'accorder leur confiance à ces frondeurs. Ils n'ont aucun projet ni pour la libération du président Gbagbo, ni pour le parti et ses militants, ni pour la Côte d'Ivoire.

Il faut donc dire «*Gbagbo et la Côte d'Ivoire*». En même temps que nous luttons pour la libération du président Gbagbo, il faut que nous nous battions pour l'ensemble des ivoiriens qui souffrent et qui aspirent à des changements fondamentaux dans ce pays.

Monsieur le Président, il vous est reproché de ne pas avoir de contact avec le président Gbagbo depuis votre sortie de prison. Envisagez-vous un voyage à La Haye si l'Onu lève votre sanction ?

C'est une question qui m'a toujours gêné, étant donné la nature du dossier du président Gbagbo. J'ai toujours craint qu'une communication trop tapageuse sur les contacts entre le président Gbagbo et le président du Fpi ne nuise à ses intérêts. Dans les circonstances actuelles, la discrétion est aussi un moyen de progresser. mais, étant je suis l'objet sur cette question, je dois dire que j'ai des contacts avec le président Gbagbo. par des canaux, j'ai reçu des messages et j'en ai transmis : à l'occasion de ma tournée à Gagnoa, pendant la crise du RGPH, pendant la crise du réaménagement du secrétariat général, à la suite du décès de Mme Gado Marguerite, avant le dépôt de ma candidature à la présidence du Fpi, etc. mais, en même temps, je dois avouer que ces contacts ne sont pas très fiables. Les personnes en

question ont leurs propres motivations et leur propre agenda qu'elles servent de façon manifeste en instrumentalisant leur proximité avec le président Gbagbo. La question d'un voyage à La Haye ne se pose donc pas. C'est un devoir et une nécessité à satisfaire dès que possible.

Vos adversaires soutiennent justement que c'est parce que vous êtes sous sanction de l'Onu que vous êtes prêt à toutes les compromissions possibles avec la communauté internationale et le régime Ouattara...

Les sanctions de l'Onu ne datent pas d'aujourd'hui. Le 22 avril 2011, lorsque je faisais les déclarations qui m'ont conduit en prison, j'étais sous sanction de l'Onu. Pendant que j'étais en prison, j'étais encore sous sanction de l'Onu. Donc ce n'est pas nouveau. Ma démarche n'a pas varié depuis le déclenchement de la crise postélectorale, et même avant. J'ai toujours milité pour les solutions politiques aux problèmes politiques, ce qui implique le dialogue et la négociation politiques. Relisez mes déclarations des 13 et 22 avril 2011.



Affi N'Guessan : « L'histoire a déjà plébiscité Gbagbo, personne ne peut tourner sa page »

Dans la première partie de cette interview, le président du Front populaire ivoirien (Fpi), M. Pascal Affi N'Guessan a clairement indiqué la voie qu'il a choisie pour obtenir la libération du président Gbagbo, des autres prisonniers politiques et restaurer le parti. Dans ce second volet, il aborde plusieurs autres questions dont celle de son histoire personnelle avec le Fpi.

«...L'emprisonnement du président Gbagbo est une raison supplémentaire pour qu'on aille aux élections...»

Notre Voie : *Tout à l'heure, lorsque nous avons évoqué la question de remettre à Gbagbo « sa chose », vous avez semblé offusqué....*

Pascal Affi N'Guessan :

oui, parce que dire ça c'est désavouer l'immense travail d'implantation du FPI par Laurent Gbagbo. moi, par exemple, quand je décidais d'entrer au FPI en 1986, dans la clandestinité, c'était pour participer à une aventure. Le FPI était embryonnaire, n'avait ni argent, ni postes ou avantages à distribuer, mais des épreuves à faire supporter.

Comme beaucoup d'autres militants, j'ai accepté ma part d'épreuves au nom de mes convictions. Le risque de perdre mon poste de Directeur des Etudes et des stages à l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunication (ENSPT) ne m'a pas dissuadé. au contraire, j'ai tiré profit de cette position pour apporter, au plan humain, matériel et financier, une contribution notable à la réinstauration du multipartisme en Côte d'ivoire et aux premiers pas du FPI.

En 1990, j'ai été chargé de trouver un siège pour le parti. J'ai conduit son implantation dans la commune d'Abobo, puis à l'Est du pays et dans le Grand Centre. J'ai contribué à briser le ghetto ethnique dans lequel le pouvoir de l'époque voulait confiner le parti et à lui donner une assise nationale en remportant l'élection municipale dans la commune de Bongouanou, en 1990. Depuis, je n'ai cessé de « donner » au parti; physiquement, intellectuellement, médiatiquement, comme beaucoup de cadres à travers le pays, grâce à qui le FPI est ce qu'il est aujourd'hui. Je me considère donc comme « *membre fondateur* » parce que j'ai été au cœur de cette aventure-là.

Voilà la vérité, parce que c'est ça qui est la réalité ; n'en déplaise aux « *patrimonialistes* » et autres courants « *messianiques* » qui veulent réduire le parti à un « *patrimoine privé* » avec « *des propriétaires* » d'une part, et des ouvriers d'autre part, ou à une secte avec « *ses gourous* » d'une part, et ses « *adeptes* » d'autre part. Cette attitude rétrograde est l'un des enjeux de cette crise interne.

De plus, c'est une absurdité de dire que le Président Gbagbo a besoin d'être Président du FPI pour organiser sa libération.

C'est du dehors qu'on organise la libération d'un détenu. Gbagbo ne peut pas organiser lui-même sa propre libération. Ce n'est ni le titre, ni la notoriété qui libèrent ; sinon il ne serait pas en détention à l'heure actuelle, et Jean-Pierre Bemba serait libre depuis 2011. C'est l'action de ceux qui jouissent d'une liberté d'action qui permet d'obtenir la libération de ceux qui sont privés de liberté. Lorsque le lion, roi des animaux est pris dans un filet de chasse, il est obligé de faire un marché avec le rat pour se libérer ; quand un père de famille est en prison, ce sont ses enfants qui s'organisent pour assurer sa défense et subvenir à ses besoins pour dire qu'on a toujours besoin d'un plus petit que soi.

Monsieur le Président, comment se fait-il que vous n'avez pas pu convaincre vos camarades avec tous vos arguments ?

Comment Gbagbo n'a-t-il pas pu convaincre les Forces nouvelles de Guillaume Soro, malgré les nombreux accords, notamment l'accord politique de Ouagadougou issu du dialogue direct ? Quand l'enjeu de la lutte est la conquête ou la conservation du pouvoir, chaque camp va jusqu'au bout de sa logique.

Les forces nouvelles de Guillaume Soro ont abondamment usé des médias pour diaboliser le régime de Laurent Gbagbo. Ils ont réussi à dresser contre Laurent Gbagbo et le FPI les populations du nord et même la communauté internationale, en instrumentalisant l'ethnie et certains concepts comme « *l'ivoirité* », la xénophobie, etc.

Mes adversaires n'opèrent pas autrement. Leur siège à abidjan est baptisé «*Bouaké*», pour indiquer qu'il s'agit bien d'une rébellion, même si elle est interne au FPI. Eux, ont décidé de dresser contre le président du FPI tous ceux qui aiment Gbagbo ou sont solidaires de son sort, en lui collant des anathèmes : «*Affi est contre Gbagbo ; il veut tourner sa page ; il a un deal avec la communauté internationale pour que Gbagbo reste en prison ; c'est un «vendu», un traître, etc.*». Tout simplement machiavélique. Heureusement, eux n'ont pas de kalach, ne peuvent pas contrôler une zone Cno et isoler la légalité, même si telle est leur volonté. Leurs mensonges devront nécessairement affronter la vérité.

Vos adversaires vous répondent que, malgré votre posture et depuis plus d'un an que vous êtes sorti de prison, vous n'avez rien obtenu. Les prisonniers restent en prison, les exilés en exil, vous-même restez sous sanction, etc.

C'est de bonne guerre et ce n'est pas de mes adversaires qu'il faut attendre l'éloge de mes actions. Mais la vérité saute aux yeux. En un an, la situation a fondamentalement changé grâce à notre action, même s'il reste encore beaucoup à faire. Le communiqué que nous avons signé avec le gouvernement le 22 mai 2014 matérialise ces avancées. C'est le premier communiqué commun depuis la crise postélectorale. Grâce à ce résultat, près d'une centaine de prisonniers politiques a recouvré la liberté, dont Jean Yves Dibopieu et Youan Bi Angenor. On comptait à peine une trentaine avant ma libération. Nous aurions progressé si nos adversaires, hostiles au dialogue avec le gouvernement, n'avaient pas entravé la bonne exécution de ce programme. De nombreux exilés, dont de nombreux cadres du parti (une cinquantaine), sont rentrés en toute sécurité et peuvent même se permettre de combattre la politique et les hommes qui ont permis leur retour. Nous avons obtenu la réintégration dans leurs

administrations respectives de tous ceux qui sont sortis de prison ou rentrés d'exil. Tout cela fait plus de deux cent personnes à ce jour. Une cinquantaine de comptes a été dégelée. Le processus de

«...De nombreux exilés, dont de nombreux cadres du parti (une cinquantaine), sont rentrés en toute sécurité et peuvent même se permettre de combattre la politique et les hommes qui ont permis leur retour...»

levée des sanctions est en marche. Par rapport aux sanctions, je précise que, dans le cadre de la crise postélectorale, cinq (05) personnalités du régime ont fait l'objet de sanctions de l'ONU : Laurent Gbagbo, Simone Gbagbo, feu Désiré Tagro, Alcide Djédjé et Pascal Affi N'Guessan.

Tout ce que nous avons obtenu n'est pas négligeable, même s'il reste encore beaucoup à faire : plus de 500 prisonniers politiques, le retour de la grande masse d'exilés et de réfugiés vivant dans les camps au Ghana, Togo, Bénin et au Libéria, la restitution des terres occupées de l'ouest, les problèmes liés à la sécurité des personnes et des biens, l'accès aux médias d'Etat, la fin des poursuites judiciaires arbitraires, etc. nous avons demandé la reprise du dialogue politique. Nous continuons de nous battre pour les militants et pour la Côte d'Ivoire.

Mais vous êtes plutôt accusé de vouloir tourner la page Gbagbo...

Ceux qui disent cela, en réalité, ont peur de l'après-Gbagbo. Pour des raisons subjectives, ils refusent le leadership d'Affi. Sinon il n'est pas dans le pouvoir d'un homme politique de tourner la page d'un autre homme politique. Gbagbo a dit que quand un homme politique marche, il laisse des traces. «La page» d'un homme politique est faite des actes mémorables, des idées fortes et des traces qu'il laisse dans l'histoire. Si ces traces sont indélébiles, personne ne peut tourner sa page. Gbagbo est dans cette trajectoire. L'histoire l'a déjà plébiscité. Mais ses compagnons de lutte ne sont pas condamnés pour cela à l'inexistence et à l'anonymat. Ils ont une partition à jouer, une contribution à apporter à la poursuite de la mission et à la pérennisation de l'œuvre commune. C'est un devoir, et l'ambition qu'ils

peuvent nourrir de laisser eux aussi des traces, d'écrire d'autres pages de cette aventure, est un droit légitime.

Un grand maître est celui qui a laissé de bons disciples. Un bon disciple est celui qui a su assimiler et féconder la pensée du maître, afin de lui donner un rayonnement insoupçonné. Je suis dans cette trajectoire.

Justement, quelle est votre histoire avec le Fpi ? Parce que beaucoup de gens vous considèrent à la limite comme quelqu'un qui n'a aucun mérite et qui doit tout à la seule générosité du président Gbagbo...

C'est une bonne question dans la mesure où beaucoup de ceux qui parlent aujourd'hui sur les réseaux sociaux n'ont aucune idée de l'histoire du FPI. Ils croient que nous sommes arrivés au FPI en 2000 à la faveur de l'élection du président Gbagbo. Je l'ai dit, je me considère comme un membre fondateur du FPI. Je suis entré au FPI en 1986 alors qu'il était dans la clandestinité. Au moment où le FPI tendait vers la reconnaissance légale, j'étais là. J'ai été associé et j'ai participé à cette phase décisive de la vie du FPI. Assez rapidement, le président Gbagbo m'a fait confiance.

Ensuite, le président Gbagbo m'a nommé directeur de cabinet, puis directeur de campagne en 1995. Mais nous n'avons pas participé à l'élection présidentielle. Après le coup d'Etat en 1999, il m'a à nouveau fait confiance pour que je sois dans le gouvernement de transition. En 2000, il m'a à nouveau confié la direction de sa campagne et, après la victoire, il m'a fait l'honneur de me confier la direction du premier gouvernement de la refondation. En 2001, il m'a confié les responsabilités à la tête du parti. Cela veut dire que j'ai joué un rôle important dans l'accession au pouvoir du président Laurent Gbagbo. J'ai joué un rôle important dans l'implantation du front populaire ivoirien sur l'ensemble du territoire national. et j'ai toujours bénéficié de la confiance du président Gbagbo.

En 2010, j'ai été son porte-parole à l'élection présidentielle. C'est un acte de grande confiance et une lourde responsabilité. J'étais à ses côtés au cours des rencontres avec les différents émissaires qui se sont succédé dans la recherche d'une solution politique à la crise postélectorale. Après la mission du Panel des chefs d'Etat de l'union africaine, c'est encore moi qu'il a choisi pour le représenter et conduire la délégation qui s'est rendue à Addis-Abeba. Par la suite, il m'a envoyé en mission auprès des présidents Jacob Zuma d'Afrique du Sud et Obiang Nguema de Guinée équatoriale, à cette époque président de l'union africaine. Dans ces moments cruciaux, un chef d'Etat ne choisit pas n'importe qui pour de telles missions. En homme politique averti, le président Gbagbo accorde une importance capitale à l'intelligence politique, à la compétence et aux capacités politiques.

Certains de vos adversaires vous reconnaissent ce parcours et parfois ils sont d'accord pour dire que vous êtes parmi les mieux placés pour incarner l'héritage politique du président Gbagbo. Mais, en même temps, ils disent que vous êtes trop pressé. Que leur répondez-vous ?

J'ai effectivement observé, à ma sortie de prison, que les camarades de la direction prenaient tout leur temps. Moi, je suis pressé, parce que le travail à accomplir presse : la libération du président Gbagbo et de tous les prisonniers politiques, la restauration du parti et de la démocratie en Côte d'Ivoire, la reconquête du pouvoir pour mettre fin au drame des ivoiriens, etc. tout cela presse. Nous devons être pressés d'agir. Ce n'est pas une question d'ambition. Mais, même à ce niveau, on ne peut pas dire, à 62 ans, que je suis pressé, si c'est à l'élection présidentielle que l'on pense. Le président Gbagbo est

« Beaucoup de ceux qui parlent aujourd'hui sur les réseaux sociaux n'ont aucune idée de l'histoire du Fpi... »

devenu président de la république à 55 ans, François Hollande à 58 ans, Barack Obama à 47 ans.

Les responsabilités politiques que j'ai assumées et continuent d'assumer, et l'expérience politique accumulée m'interdisent de faire preuve d'inconscience et d'irresponsabilité politiques.

Certains disent que Ouattara n'était pas encore au pouvoir et il nous a mis dans la situation où nous sommes. Alors pourquoi s'entêter à faire croire que vous pouvez le battre ?

Le fait d'être au pouvoir a rendu Ouattara plus vulnérable que quand il était dans l'opposition. C'est ce qu'on appelle l'usure du pouvoir. On l'a vu à l'œuvre et on voit ses insuffisances. Même dans son propre camp, l'insatisfaction est grande. Il y en a qui disent : « *Gbagbo kafissa* ». On sait aussi que le soutien que la communauté internationale lui a apporté pour nous éjecter du pouvoir s'est effrité. C'est la désillusion. Aujourd'hui, il y a plus de raisons de penser que le front populaire ivoirien et toutes les autres forces qui veulent le changement ont plus de chance de battre Ouattara aux élections qu'au moment où il était dans une dynamique d'accession au pouvoir portée principalement par la communauté internationale. Quand on est au pouvoir, on est plus fragile que quand on est dans l'opposition. Dans le premier cas, on risque de perdre le pouvoir, et, dans le second cas, on « *risque* » de le gagner. C'est la raison pour laquelle je demande avec insistance au FPI de participer aux élections.

Est-ce à dire que vous êtes candidat à la prochaine élection présidentielle ?

Je milite activement pour la participation du FPI aux élections générales futures, à commencer par la présidentielle de 2015. Le principe a été admis par la direction du parti et sera soumis au prochain congrès. Une fois cette première étape franchie, se posera nécessairement la question du candidat du parti. Si le parti accepte de me faire confiance, je serai à sa disposition. Nous mènerons la bataille pour créer toutes les conditions d'élections apaisées, transparentes et crédibles.

Sur la question des élections, on dit que vous répondez aux injonctions du président Hollande.

Ce n'est pas le président François Hollande qui a créé le FPI ou qui a demandé qu'on crée le FPI. Or, le FPI a été créé pour gagner des élections et gouverner la Côte d'Ivoire. La participation aux élections est la raison d'être d'un parti politique et en particulier du FPI. C'est la non-participation qui serait une incongruité. Et pour que nous ne participions pas, il faut que nous ayons de très bonnes raisons. Nous ne l'avons pas fait en 1995 pour de très bonnes raisons. Aujourd'hui, il y a plus de raisons de participer que de ne pas participer aux élections. Ces raisons tiennent à l'avenir du parti et de la Côte d'Ivoire.

L'emprisonnement du président Gbagbo n'est-elle pas une raison suffisante ?

L'emprisonnement du président Gbagbo est une raison supplémentaire pour qu'on aille aux élections. Pour que le président Gbagbo sorte de prison, il y a deux voies. Soit dans le cadre de la réconciliation nationale et donc à travers le dialogue politique, un consensus s'est dégagé au niveau de la classe politique pour abandonner les procédures judiciaires internationales au profit de solutions nationales. (...). La seconde voie est un changement à la tête de l'Etat à l'issue des élections. Ceux qui sont engagés dans des poursuites contre le président Gbagbo ne sont plus aux affaires et il y a un régime favorable à la libération du président Gbagbo. Donc participer aux élections, c'est aussi travailler à la libération du président Gbagbo. Ne pas participer, c'est décider que Alassane Ouattara est encore président pendant cinq ans et qu'il peut continuer de poursuivre Gbagbo avec les mêmes moyens comme il le fait maintenant. et, dans cette situation, les chances de voir le président Gbagbo libre seront très faibles, s'il n'y a pas un consensus dans le cadre de la réconciliation

nationale. Ceux qui disent qu'il ne faut pas aller aux élections travaillent donc au maintien en détention du président Gbagbo, parce qu'ils veulent en faire l'otage d'Alassane Ouattara.

Vous voulez un Fpi fort, mais vous avez un parti divisé. N'est-ce pas un échec ?

Pour le moment, nous sommes dans un processus de discussions, d'affrontement autour de la stratégie d'actions et des hommes. Il faut attendre de savoir quelle sera l'issue de cette confrontation avant de donner une appréciation. Nous sommes dans un processus qui doit nous conduire à la modernisation du parti, à son repositionnement politique, diplomatique et médiatique. Ce sera une victoire si la démarche et la vision que je propose triomphent, si les courants patrimonialistes, messianiques et opportunistes sont maîtrisés et si le courant progressiste et moderniste triomphe.

Sur la question électorale, la présence d'un représentant du Fpi à la Cei malgré un vote contraire du Comité central est apparue aussi comme un acte de défiance du président vis-à-vis du parti et de ses règles. Cela ne vous met-il pas en porte-à-faux avec les principes que vous défendez ?

Alain Dogou ne représente pas le FPI à la Cei. Il est un militant du Fpi, certes, mais il est à la Cei non pas au nom du fpi, mais au nom de l'Alliance des Forces Démocratiques de Côte d'Ivoire (AFDCI). Le FPI n'est pas représenté en tant que parti politique à la Cei. Le FPI est représenté via l'alliance qui est un regroupement de douze partis politiques auxquels on a attribué deux postes sur les quatre postes prévus pour toute l'opposition. Alain Dogou et l'alliance ont été informés de la décision du Comité central. Je crois qu'ils en ont pris acte. J'ai, en outre, écrit au président de la Cei pour lui dire que c'est l'alliance qui est le correspondant de la Cei pour tout ce qui touche le processus électoral.

N'est-ce pas le FPI qui a désigné son cadre dans le cadre de l'Alliance?

non, ce n'est pas le FPI qui l'a désigné ! C'est l'Alliance qui a écrit pour désigner ces deux cadres. Un pris au FPI et l'autre au RPPP à partir de critères fixés par l'alliance elle-même et aussi dans l'optique de veiller aux intérêts des partis membres concernés par les élections.

Est-ce que vous ne donnez pas raison à ceux de vos camarades qui disent que vous avez créé l'Alliance pour contourner les instances du FPI?

Contourner pour aller où ? Une alliance est une plateforme faite pour renforcer un mouvement politique et non pour le contourner. Mais chaque parti politique membre conserve sa liberté de décision et d'action. En conséquence, le parti membre est libre de s'associer, comme il l'entend, aux initiatives de la plateforme. Si, après le congrès, le fi décide de revenir à la CEI, parce qu'il aura choisi de participer aux élections, il trouvera, auprès de l'Alliance, les éléments nécessaires au suivi du processus électoral en cours.

La crispation est si grande aujourd'hui qu'on est en droit de vous demander si vous ne craignez pas une implosion du FPI.

Ce n'est pas mon souhait et ce n'est pas l'objectif que je poursuis non plus. Je suis persuadé que les camarades qui sont aujourd'hui dans la fronde nous rejoindront. Ce sont des militants chevronnés, des démocrates qui ont consacré une grande partie de leur vie politique au front populaire ivoirien et à la lutte pour le pays. Je serai donc surpris qu'ils renoncent. nous voulons tous un FPI fort. Nous avons des divergences sur un certain nombre de questions, mais je pense qu'une solution peut être trouvée à travers une synthèse et un compromis. Cela est encore possible, malgré la dureté des attaques, les injures et autres grossièretés.

Cela suppose que vous ayez gagné, or ce n'est pas encore le cas...

Je compte sur le bon sens des militants et leur maturité politique pour qu'ils choisissent la voie que je propose. C'est une voie de progrès et d'avenir. Alors que l'autre voie est une voie d'exclusion et de régression. Je souhaite que les camarades se rallient à cette voie qui est, du reste, majoritaire dans l'opinion. C'est la voie qui est plus lisible et plus compréhensible par l'opinion nationale et internationale. Vous avez suivi des émissions sur des chaînes étrangères, et on remarque que très peu de gens comprennent la logique du «Gbagbo ou

rien». Ce n'est pas une logique dynamique. C'est une logique de repli sur soi, de refus, de régression. Or, les ivoiriens pensent que le fi a un grand rôle à jouer en Côte d'Ivoire. Et qu'il ne faut pas qu'il s'engage dans des logiques de repli. Qu'il soit offensif. C'est là qu'il peut être utile au pays et qu'il peut être fort, qu'il peut survivre à la grave crise postélectorale dont il a été l'une des grandes victimes.

Qu'est-ce que vous faites pour permettre ce rapprochement avec vos camarades ?

tout ce que nous faisons, les discours et les interviews que nous faisons, l'ouverture que nous laissons sont des messages, des appels à l'union.

Est-ce qu'il y a des contacts ?

oui, il y a des contacts. il y a des personnes qui font le «*go between*» entre les deux camps pour essayer de trouver des compromis. Si nous nous entendons pour mettre le président Laurent Gbagbo en dehors de nos débats internes, pour le mettre au-dessus de ces dissensions, nous pouvons nous asseoir pour voir comment nous allons de façon unitaire au congrès. Tout le monde souhaite un congrès d'apaisement et d'unité. Moi, je suis dans cette dynamique.

Mais certains vous indiquent carrément la porte de sortie. Et disent d'aller créer votre parti et laisser celui de Gbagbo. Qu'est-ce que cela vous fait ?

C'est un message d'impuissance et de résignation. Je ne me sens pas concerné par ce genre de discours. J'ai fini avec le patrimonialisme, le messianisme et l'opportunisme.

Au plan international, l'actualité sous-régionale reste marquée par la chute du président Blaise Compaoré. Il était parti au Maroc, avant de revenir en Côte d'Ivoire. Avez-vous un commentaire ?

**«...Je souscris à la position
du gouvernement de ne pas
transférer simone Gbagbo»**

C'est une situation pleine d'enseignements. Aux dirigeants politiques, elle enseigne qu'on n'est jamais trop fort pour être toujours le plus fort ; qu'en toute chose, il faut savoir s'arrêter, qu'il ne faut jamais insulter l'avenir, parce que tout se

paie sur terre.

Cette situation enseigne aussi qu'il y a toujours un temps pour le peuple. Il suffit de persévérance, de patience et d'espérance.

Maintenant que tous les placards des dossiers sales du régime sont accessibles, que Blaise Compaoré se mette courageusement à la disposition de la Justice de son pays pour répondre des nombreuses accusations qui y sont contenues, au nom de la vérité historique, au nom des droits de la personne humaine, au nom de la lutte contre l'impunité. Il n'a pas d'autre choix.

Le FPI est engagé dans le processus de réintégration à l'Internationale socialiste. Où en est-on ?

Le retour du FPI à l'internationale socialiste est intimement lié à son repositionnement dans le jeu politique en Côte d'Ivoire. Si nous restons un parti marginal, replié sur lui-même et tourné vers le passé, ce sera difficile que le FPI revienne à l'internationale socialiste. Si, au contraire, nous nous engageons résolument dans une logique de repositionnement et de participation au jeu politique en Côte d'Ivoire, et d'ouverture à l'international, je pense que notre retour ne sera qu'une simple formalité. Donc le travail que nous faisons à l'heure actuelle en direction de la communauté internationale, les rapports que nous avons établis avec les autorités françaises issues du Parti socialiste français, ces rapports préparent le terrain. Et je pense que, sur ce terrain, nous avons suffisamment avancé. Et, n'eussent été les sanctions internationales qui pèsent sur moi et qui m'empêchent de sortir du pays, la question aurait été réglée. Mais je voudrais vous rassurer pour dire que nous avons des amis,

notamment le président du Comité Afrique de l'internationale socialiste, Emmanuel Golou, qui travaillent activement sur ce dossier.

A quoi peut servir l'Internationale socialiste (Is) alors qu'elle a abandonné le Fpi et le président Gbagbo au moment où vous aviez besoin d'elle ?

C'est comme toute organisation internationale. C'est une plateforme qui vous permet d'entendre et de vous faire entendre. Ça vaut ce que ça vaut. Ça ne remplace pas votre propre action. Mais ça peut vous donner un moyen d'amplifier votre message en direction des différentes opinions. A l'occasion de la crise, il y a eu plusieurs réunions de l'Is qui nous ont donné l'occasion d'expliquer et de faire comprendre à certains partis frères la réalité de la crise en Côte d'Ivoire. Donc ce n'est pas inutile. Ce n'est pas une panacée, ça ne va pas régler tous nos problèmes, mais c'est utile pour faire avancer notre cause.

Quel commentaire faites-vous des hésitations du gouvernement ivoirien face à la Cpi qui réclame Simone Gbagbo ?

Les hésitations du gouvernement montrent bien que transférer des ivoiriens à la Cpi n'est pas une bonne chose ; cela ne contribue pas à l'affermissement de l'unité nationale et de la cohésion nationale. nous avons toujours clamé qu'il faut sortir de la logique pénale et organiser ici en Côte d'Ivoire les Etats généraux de la République pour que nous trouvions ensemble les solutions à tous les problèmes liés à la crise postélectorale. Je pense qu'il n'est pas tard. Donc je souscris à la position du gouvernement de ne pas transférer Simone Gbagbo. Mais je vais plus loin en demandant au gouvernement de faire en sorte que les Etats généraux puissent se tenir et que nous puissions avoir, à travers ce processus, la libération du président Gbagbo afin que tous les acteurs majeurs de la crise en Côte d'Ivoire soient associés à un processus de guérison et de réconciliation nationales.

«...Je suis persuadé que les camarades qui sont aujourd'hui dans la fronde nous rejoindront ...»

A propos justement de la réconciliation, la Cdvr a remis son rapport définitif au chef de l'Etat. Estimez-vous que cette commission a réussi

sa mission ?

il est de notoriété publique que la Cdvr a été un gros échec. Elle n'a eu aucun résultat en termes de réconciliation nationale. Les prisonniers politiques sont toujours en prison ; le problème des exilés reste posé ; certains comptes restent encore gelés ; les libertés publiques ne sont pas rétablies ; la vie politique est monopolisée par la coalition au pouvoir ; les médias d'état sont embrigadés et ne sont pas ouverts à tous les courants d'opinion ; le pays marche sur un seul pied ; la politique de rattrapage continue de faire rage dans les administrations et les entreprises parapubliques ; la mauvaise gouvernance au sommet de l'Etat est généralisée ; le népotisme prévaut dans l'attribution des marchés publics. Donc le pays aborde les élections de 2015 plus divisé que jamais dans un environnement préoccupant avec de graves risques que font peser les ex-combattants qui ne sont pas désarmés et qui perturbent la vie politique. Ce sont les conséquences de l'échec du processus de réconciliation nationale. Même ce qui se passe au sein du fpi n'est qu'une conséquence de cet échec. tous ces camarades qui sont en exil et qui alimentent les réseaux sociaux, qui sont virulents contre le président du front populaire ivoirien, pourquoi le font-ils ? Parce qu'ils considèrent que le président du fpi ne doit pas s'engager dans un dialogue avec un régime qui méprise leurs souffrances, refuse la réconciliation, ne pose aucun acte dans la direction de la réconciliation, maintient toujours en prison des milliers de pro-Gbagbo. C'est pour cela que le courant «*Gbagbo ou rien*» existe. Ils refusent parce qu'ils se sentent exclus, négligés, injustement frappés. ils sont encore amers parce que le gouvernement n'a pas organisé ce processus de guérison nationale, de rapprochement qui aurait pu permettre à toutes les victimes de la crise d'être réhabilitées, de sortir de leur traumatisme et être disponibles pour la réconciliation. La reprise du dialogue

politique donne l'occasion au chef de l'Etat et au gouvernement de passer à l'offensive et de poser des actes forts dans la direction de la réconciliation nationale. Il reste encore quelques mois pour se ressaisir, sinon les élections à venir risquent d'être problématiques.

Votre constat est sans concession au sujet de la gouvernance et pourtant il y a de nouveaux ponts....

La vie humaine n'est pas forcément une question de bien matériel. L'Homme a également besoin de dignité, de respect, de liberté. Construire des ponts, c'est une bonne chose, mais travailler à la réhabilitation de l'être humain, à faire en sorte qu'il se sente considéré, libre est aussi important. Vous pouvez faire beaucoup de ponts, mais si vous ne faites que cela, vous risquez d'être sanctionné. Et c'est ce qui va se passer. Vous entendez les ivoiriens dire : «*Ce n'est pas les ponts qu'on mange ; on s'en fout des ponts*». C'est le témoignage de cette réalité. Gbagbo n'a pas terminé le troisième pont ; il n'a pas réalisé un certain nombre d'infrastructures, mais cela n'empêche pas les ivoiriens de le porter dans leur cœur et d'être attachés à lui. Cela veut dire que ce n'est pas forcément ce qu'on offre au plan matériel qui garantit le soutien politique. en ce qui concerne le pouvoir actuel, il y a certes les ponts, mais il y a une réalité économique et sociale dure pour l'ensemble des ivoiriens, en termes de pauvreté, de sécurité, de pouvoir d'achat. Cette réalité va éclater dans les urnes en 2015.

Pensez-vous que, malgré la grisaille que vous venez de dépeindre, il y a des raisons d'espérer pour le Fpi et pour le pays ?

il y a des raisons d'espérer parce que des leaders politiques se battent pour qu'on sorte de l'immobilisme et de la résignation. Aussi bien au PDCI qu'au fpi, il y en a qui se battent pour qu'il y ait des élections disputées, des élections concurrentielles. C'est la manifestation de la volonté d'avancer ; la manifestation aussi du refus de la fatalité du rattrapage et de tous les problèmes que le pays connaît. et ça, c'est encourageant. Cela aurait été dramatique si, dans ce contexte, aucune énergie n'émergeait des différents partis politiques ; si tout le monde avait baissé les bras et que, fatalement, Alassane Ouattara allait se faire reconduire au pouvoir pour conduire la même politique. or, on voit que les uns et les autres se battent. Cela signifie qu'ils veulent le changement. C'est ce que nos compatriotes souhaitent. On sent une forte attente au changement. C'est positif. Un certain nombre d'obstacles est à surmonter, notamment la question de la sécurité qui est une question essentielle pour le changement. C'est à toutes ces questions qu'il faudra s'atteler toute l'année 2015 pour créer les conditions d'élections apaisées, transparentes, crédibles qui, fatalement, nous conduiront au changement que les Ivoiriens attendent.

Source : Notre Voie du mercredi 14 et jeudi 15 janvier 2015

www.afriquessor.com